

L'armée et l'école choyées par le gouvernement français

Le gouvernement d'Edouard Philippe a dévoilé hier un budget 2018 enfin conforme aux critères de l'Union européenne.

PHILIPPE BONNET

À PARIS

Le plus dur dans un budget, c'est le service après-vente. Après avoir présenté hier matin en conseil des ministres le projet de loi de finances du gouvernement français pour 2018, les deux ministres concernés, Bruno Le Maire pour l'économie et Gérard Darmanin pour les comptes publics, se sont livrés à un exercice didactique pas toujours facile, pour détailler un paquet global de 417,7 milliards d'euros.

De l'idée générale, il ressort que les choix effectués «*bénéficieront à tous les Français*» et pas seulement «*aux plus riches*» comme ne s'étaient pas privés de le souligner différents détracteurs. Le projet se veut vertueux pour la France avec un déficit dans la norme européenne prévu à 2,6% (82,9 milliards) contre 2,9% en 2017, si tout va bien à la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne la baisse des impôts, elle devrait s'établir à 10 milliards d'euros dont 6 pour les ménages et 4 pour les entreprises. Alors que le Haut conseil des finances pu-

bliques décompte pour sa part une baisse de 7 milliards, Bruno Le Maire a eu cette formule manquant pour le moins de limpidité: «*En moyenne, nous serons à 7 milliards d'euros.*» Mais en réalité, cela fera 10 selon lui. Un flou qui s'expliquerait par des décalages sur une partie de la baisse des cotisations sociales qui se ferait en deux temps. Le bilan fera la part des choses.

L'armée et l'éducation grands gagnants

En France, les principales sources de dépenses sont les frais de personnel, d'intervention et celles liées à la charge de la dette.

Les économies, selon Gérard Darmanin, porteront sur la dépense publique pour 7 milliards, 3 milliards pour les collectivités locales et 5 milliards sur la Sécurité sociale. Il ne s'agit pas d'une simple soustraction puisque le budget est logiquement calculé en fonction d'un ratio entre les dépenses et les recettes.

L'estimation de la croissance se situe pour 2018 à 1,7%. Les économies se feront en tout cas à effectifs presque constants (ministères et organismes parapublics) puisque seulement 1.600 postes seront supprimés. Certains ministères ont été caressés dans le sens du poil. Dans l'en-

semble, leur fonctionnement représente 240 milliards d'euros.

Comme promis, le secteur de la défense encaissera 1,8 milliard supplémentaire pour un total de 34,2 milliards. La baisse significative du budget 2017 avait incité le chef d'état-major des armées à démissionner avec fracas. La Justice gagnera 300 millions d'euros de plus à 7 milliards tandis que la transition écologique verra son enveloppe passer de 9,9 milliards d'euros à 10,4 milliards.

L'éducation, soit le budget le plus important de l'État français, bénéficie lui aussi de facilités supplémentaires avec une ligne augmentée de 1,3 milliard pour un total de 51,3.

Quant aux ménages, dont l'indice de confiance sur leur économie est en baisse significative selon la dernière étude conjoncturelle, ils trouveront du bon (baisse des cotisations sociales, le début de la baisse de leur taxe d'habitation) et du moins bon (baisse des aides au logement, hausse du diesel, du tabac...). C'est ce que l'on appelle dans les cuisines asiatiques, une sauce aigre-douce.

Un déficit de 2,6% se profile, ce qui est sous la norme européenne.